



DEBAT LIBRE
SANS
CONTRAINTE
NI TABOUS

Justice Fiscale et Services Publics

Grand Débat Public

5 février à 19h

TARTAS

Salle ALSH

512 rue des Violettes

Avec François-Xavier FERRUCCI
Secrétaire Général de Solidaires Finances Publiques

1ER SYNDICAT DE LA DGFIP

La justice fiscale et les services publics sont au cœur de la colère et des préoccupations sociales .

Parce que nous ne voulons pas que le débat citoyen soit confisqué par le pouvoir ou des lobbys idéologiques, nous vous invitons pour déconstruire ensemble certaines contrevérités et débattre de revendications, dans un esprit d'éducation populaire.

Justice fiscale et justice sociale pour toutes et tous !

Sans impôt finançant les services publics ni cotisation sociale finançant la sécurité sociale, il n'y a pas de vie en société possible. Il faut donc des contributions communes. Mais le système actuel est injuste, il favorise les plus riches sans relancer l'économie, il est déséquilibré : il faut le réformer pour que la justice fiscale assure la justice sociale.

Sans impôt ni cotisation sociale ?

- Aucun service public, aucune aide ni subvention, aucun investissement public au service de l'intérêt général, aucun remboursement de dépense de santé, aucune indemnisation chômage, pas de système de retraite par répartition...

Sans impôt ni cotisation sociale ?

- Tout est privatisé, il faut donc payer les études, les infrastructures (routes, réseaux de transport, les hôpitaux, etc), ses assurances privées de santé, son fonds de pension pour la retraite...

Sans impôt ni cotisation sociale ?

- L'immense majorité de la population s'appauvrirait car ce que l'on paierait de sa poche coûterait plus cher puisque les entreprises, assurances et fonds de pension, généreraient ce que les services publics et la sécurité sociale gèrent aujourd'hui. Or, dans le secteur marchand, on cherche à faire des bénéfices... Une grande partie de la population ne serait pas couverte ou moins couverte qu'aujourd'hui, à moins de payer très cher !

Se mobiliser pour une vraie justice fiscale et sociale !

Le problème n'est pas de savoir s'il faut des impôts et des cotisations sociales ou non mais qu'ils soient mieux répartis et que la politique économique et sociale ne soit pas au service d'une minorité, riche, mais de l'ensemble de la population et des acteurs économiques et de l'environnement.